Clôture du colloque

Hervé Schiavetti

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rhcf/1835>

DOI : 10.4000/rhcf.1835

Éditeur

Rails & histoire

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 591-592

ISBN : 0996-9403

ISSN : 0996-9403

Référence électronique

Hervé Schiavetti, « Clôture du colloque », *Revue d'histoire des chemins de fer* [En ligne], 28-29 | 2003, mis en ligne le 06 janvier 2015, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rhcf/1835> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhcf.1835>

Clôture du colloque

Tout d'abord je voulais vous remercier de votre présence, importante en elle-même, et vous féliciter du travail accompli. Nous partageons le même sentiment : le patrimoine industriel est un beau patrimoine. Il a valeur d'exemple au même titre que les cathédrales qui l'ont précédé. Je crois qu'il faut le préserver et vos travaux ont fait partager ce sentiment à nos concitoyens qui n'imaginaient pas que, un jour, on garderait et on regarderait leurs usines. Je ne suis pas certain que les ouvriers des années 1950 ont pu penser que l'on conserverait, comme une forme patrimoniale achevée ayant une valeur en soi, au sens esthétique comme social et économique du terme, des espaces urbains aussi vastes que les Ateliers du chemin de fer d'Arles. Nous avons bien sûr en Arles une culture de la protection du patrimoine, puisque, depuis la loi Malraux, nous avons superposé des réglementations (secteur sauvegardé, opération programmée d'amélioration de l'habitat) bien connues des Arlésiens, qui s'en plaignent parfois, mais la sauvegarde du patrimoine paraît évidente à tous. Il est donc facile de faire prendre en considération l'enjeu que représentent les friches des ateliers SNCF.

Mais cela suffit-il ? Ce patrimoine a été laissé à l'appréciation des élus locaux sans démarches particulières de l'État ou des collectivités territoriales, régionales et départementales. Nous avons pour notre part la chance d'être dans une grande ville, de profiter des compétences de ses services techniques, du détachement de personnel spécialisé du ministère de la Culture, d'un véritable service du patrimoine qui s'ajoute à un travail associatif très important. Ce n'est pas le cas, il faut le rappeler, du patrimoine réparti en France dans de petites communes sans véritables moyens budgétaires dont les maires éprouvent des difficultés à aborder les problèmes du patrimoine industriel parce qu'il coûte plus cher de réhabiliter une friche industrielle que de construire des bâtiments neufs. Dans le site des Ateliers d'Arles que vous avez visité, l'école d'ingénieurs jouxte le bâtiment ancien qui sera réhabilité plus tard parce que, précisément, la réhabilitation est plus onéreuse que la construction neuve en harmonie avec elle.

Je pense donc que nous devons militer pour que l'État, comme il l'a fait avec la loi Malraux, soit conscient de ce que représente ce patrimoine industriel pour l'avenir. Des grands espaces comme Salins-de-Giraud, par exemple, à 40 km de la ville, vont progressivement

connaître des mutations importantes comme l'ont fait les ateliers de la SNCF, et nous ne pourrions pas faire face seuls, nous communes, à l'enjeu que représente le destin de patrimoines aussi importants. Solvay a fêté son centième anniversaire, c'est une unité en activité, mais il faut prendre en compte le patrimoine bâti qu'a engendré Solvay comme système social global, comportant maisons, écoles, stades. Or la ville n'a pas eu, par exemple, les moyens de préempter les logements industriels aujourd'hui vendus aux habitants de Salins, mais surtout à des personnes qui viennent de loin profiter de la beauté de la Camargue. La commune peut bien lancer une procédure de ZPPAUP (zone de protection du patrimoine urbain et paysager) pour préserver la cohérence du paysage urbain, mais cela n'apporte pas de financement spécifique. Il faut donc sensibiliser l'État pour qu'il réfléchisse, me semble-t-il, avec son ministère de l'Équipement et son ministère de la Culture, à ce que peut représenter ce patrimoine dans l'avenir.

Je vous remercie de vos propos et de vos réflexions qui ne peuvent qu'aider les pouvoirs publics à conduire une politique intelligente, pertinente, audacieuse et généreuse dans le domaine du patrimoine industriel urbain.